

COMITÉ DES MINISTRES – Surveillance de l'exécution des arrêts de la CEDH – Affaires examinées lors de la 1483<sup>e</sup> réunion (DH) – 5-7 décembre 2023

ÉTAT (Fiche pays)	AFFAIRE PRINCIPALE (Arrêt CEDH)	COMMUNIQUÉ DE PRESSE (Presse CEDH)	ARRÊT DÉFINITIF LE	PROBLÈMES SOULEVÉS	ÉTAT D'EXÉCUTION	DÉCISIONS ADOPTÉES
ALBANIE	<i>Sharxhi et autres</i>	Lien	28/05/2018	Démolition des appartements et des locaux commerciaux des requérants au mépris d'une injonction du tribunal interdisant aux autorités de prendre toute mesure susceptible de porter atteinte aux <b>droits de propriété</b> .	Lien	Lien
ARMÉNIE	<i>Muradyan</i>	Lien	24/02/2017	<b>Absence d'explication plausible sur les blessures subies</b> par le fils du requérant, conscrit militaire, et sur son décès ultérieur. <b>Absence d'enquête effective sur son décès.</b>	Lien	Lien
AZERBAÏDJAN	<i>Makuchyan et Minasyan</i>	Lien	12/10/2020	<b>Manquement à faire exécuter une condamnation à une peine de prison pour crime de haine raciale commis à l'étranger</b> , après le transfert vers l'Azerbaïdjan.	Lien	Lien
AZERBAÏDJAN	<i>Mammadli</i> (groupe)	Lien	19/07/2018	<b>Arrestation et détention provisoire dans le but de sanctionner les requérants pour leurs activités dans le domaine de l'observation électorale (Mammadli) ou pour leur engagement politique et social actif (Rashad Hasanov et autres)</b> , en violation de l'article 18 combiné avec l'article 5.	Lien	Lien
AZERBAÏDJAN	<i>Muradova</i> (groupe)	Lien	02/07/2009	<b>Usage excessif de la force par les forces de sécurité</b> et défaut d'enquête effective.	Lien	Lien
	<i>Mammadov (Jalaloglu)</i> (groupe)	Lien	11/04/2007			
	<i>Mikayil Mammadov</i> (groupe)	Lien	17/03/2010			
AZERBAÏDJAN	<i>Mushfig Mammadov et autres</i>	Lien	17/01/2020	<b>Procédures pénales à l'encontre des requérants en raison de leur refus d'effectuer le service militaire</b> du fait de l'absence de système de service de remplacement pour objecteurs de conscience.	Lien	Lien
BELGIQUE	<i>Mugemangango</i> (groupe)	Lien	10/07/2020	<b>Absence de garanties procédurales adéquates et suffisantes en matière de contentieux postélectoral.</b>	Lien	Lien
BOSNIE-HERZÉGOVINE	<i>Sejdić et Finci</i> (groupe)	Lien	22/12/2009	<b>Discrimination fondée sur des considérations ethniques</b> en raison de l'impossibilité pour les personnes non affiliées à l'un des « peuples constituants » (bosniaques, croates ou serbes) de se porter candidat aux élections de la Chambre des Peuples et à la Présidence.	Lien	Lien
BULGARIE	<i>Banque internationale pour le commerce et le développement AD et autres</i>	Lien	03/06/2015	<b>Absence d'accès approprié aux tribunaux concernant le retrait d'une licence bancaire</b> et iniquité des procédures concernant l'insolvabilité des banques.	Lien	Lien
BULGARIE	<i>S.Z.</i> (groupe)	Lien	03/06/2015	<b>Problème systémique d'ineffectivité des enquêtes pénales</b> au regard des dysfonctionnements qui affectent à la fois les enquêtes contre des personnes privées et celles contre des forces de l'ordre et absence de garantie d'indépendance d'une enquête pénale contre le Procureur Général.	Lien	Lien
	<i>Kolevi</i>	Lien	05/02/2010			
BULGARIE	<i>Velikova</i> (groupe)	Lien	04/10/2000	<b>Usage excessif de la force</b> par les forces de l'ordre ; ineffectivité des enquêtes.	Lien	Lien
CROATIE	<i>Statileo</i> (groupe)	Lien	10/10/2014	<b>Restrictions légales à l'usage de propriétés par les propriétaires</b> , y compris par le biais d'un système de contrôle des loyers pour les appartements soumis à des baux protégés.	Lien	Lien
GÉORGIE	<i>Identoba et autres</i> (groupe)	Lien	12/08/2015	<b>Absence de protection contre des attaques homophobes</b> lors de manifestations.	Lien	Lien
GÉORGIE	<i>Tkheldze</i> (groupe)	Lien	08/10/2021	<b>Défaut de se protéger de la violence domestique</b> et de mener une enquête effective sur l'inaction de la police.	Lien	Lien
GRÈCE	<i>Bekir-Ousta et autres</i> (groupe)	Lien	11/01/2008	<b>Refus des tribunaux nationaux d'enregistrer des associations.</b>	Lien	Lien
GRÈCE	<i>Sidiropoulos et Papakostas</i> (groupe)	Lien	25/04/2018	<b>Recours à la force potentiellement létale et mauvais traitements par les agents des forces de l'ordre</b> et défaut d'enquêtes effectives.	Lien	Lien

COMITÉ DES MINISTRES – Surveillance de l'exécution des arrêts de la CEDH – Affaires examinées lors de la 1483<sup>e</sup> réunion (DH) – 5-7 décembre 2023

ÉTAT (Fiche pays)	AFFAIRE PRINCIPALE (Arrêt CEDH)	COMMUNIQUÉ DE PRESSE (Presse CEDH)	ARRÊT DÉFINITIF LE	PROBLÈMES SOULEVÉS	ÉTAT D'EXÉCUTION	DÉCISIONS ADOPTÉES
HONGRIE	<i>Baka</i>	Lien	23/06/2016	<b>Absence de droit d'accès à un tribunal</b> pour contester la cessation prématurée du mandat du requérant en tant que président de la Cour suprême, ce qui a conduit à une <b>violation de son droit à la liberté d'expression</b> .	Lien	Lien
ITALIE	<i>Cestaro</i> (groupe)	Lien	07/07/2015	<b>Mauvais traitements par la police</b> ; inadéquation de la législation pénale pour sanctionner les actes de torture et les traitements inhumains et dégradants.	Lien	Lien
MALTE	<i>Feilazoo</i>	Lien	11/06/2021	<b>Illégalité de la détention en vue de l'expulsion</b> , mauvaises conditions de cette détention et ingérence dans la correspondance entre le requérant et la Cour.	Lien	Lien
RÉPUBLIQUE DE MOLDOVA	<i>Cosovan</i> (groupe)	Lien	22/06/2022	<b>Défaut de soins médicaux adéquats en prison</b> , absence de recours effectifs et absence de raisons suffisantes pour prolonger la détention provisoire.	Lien	Lien
PAYS-BAS	<i>Corallo</i>	Lien	09/10/2018	<b>Mauvaises conditions de détention</b> à Saint Martin (partie caraïbe du Royaume des Pays-Bas) dans l'attente d'une <b>procédure d'extradition</b> .	Lien	Lien
MACÉDOINE DU NORD	X.	Lien	17/04/2019	Absence de législation régissant les conditions et les procédures de <b>modification de sexe des personnes transgenres enregistré sur les certificats de naissance</b> .	Lien	Lien
NORVÈGE	<i>Strand Lobben et autres</i> (groupe)	Lien	05/09/2019	<b>Diverses lacunes</b> dans le processus décisionnel dans le cadre de <b>procédures en matière de protection de l'enfance</b> .	Lien	Lien
POLOGNE	<i>Juszczyszyn</i>	Lien	30/01/2023	<b>Suspension imprévisible d'un juge</b> , par un tribunal non établi par la loi, visant principalement à le sanctionner et à le dissuader de vérifier la légalité de la nomination de juges sur recommandation du Conseil national de la magistrature réformé (NCJ) ( <i>Juszczyszyn</i> ) et application d'une série de mesures contre un ancien membre du NCJ du fait de ses vues en faveur de l'indépendance judiciaire ( <i>Zurek</i> ).	Lien	Lien
POLOGNE	<i>Reczkowicz</i> (groupe)	Lien	22/11/2021	<b>Tribunal non établi par la loi notamment du fait de dysfonctionnements systémiques dans la procédure de nomination</b> (groupe <i>Reczkowicz</i> ) et <b>défaut d'accès à un tribunal</b> concernant la fin des mandats des requérants ( <i>Broda et Bojara, Grzęda</i> ).	Lien	Lien
	<i>Broda et Bojara</i>	Lien	29/09/2021		Lien	Lien
	<i>Grzęda</i>	Lien	15/03/2022		Lien	Lien
POLOGNE	<i>Xero Flor w Polsce sp. z o.o.</i>	Lien	07/08/2021	<b>Motifs insuffisants des tribunaux pour refuser de soumettre une question juridique à la Cour constitutionnelle</b> . Tribunal non établi par la loi en raison de graves irrégularités dans l'élection d'un des juges de la Cour constitutionnelle examinant le recours constitutionnel de la société requérante.	Lien	Lien
ROUMANIE	<i>Association « 21 Décembre 1989 » et autres</i> (groupe)	Lien	28/11/2011	<b>Ineffectivité des enquêtes pénales</b> sur les répressions violentes de manifestations antigouvernementales en 1989 et au début des années 1990.	Lien	Lien
ROUMANIE	<i>E.B.</i>	Lien	19/03/2019	<b>Violation de l'obligation positive de l'État d'appliquer effectivement un système de droit pénal sanctionnant tout acte sexuel non consenti</b> , en particulier lorsque les victimes sont des enfants et des personnes souffrant d'un handicap psychosocial.	Lien	Lien
	<i>M.G.C.</i> (groupe)	Lien	15/06/2016		Lien	Lien
ROUMANIE	<i>Săcăleanu</i> (groupe)	Lien	06/12/2005	<b>Manquement ou retard substantiel dans l'exécution de décisions judiciaires</b> internes définitives contre l'État ou les entreprises publiques.	Lien	Lien
FÉDÉRATION DE RUSSIE	<i>Alekseyev</i> (groupe)	Lien	11/04/2011	<b>Discriminations sur la base de l'orientation sexuelle</b> dans l'exercice du droit à la liberté de réunion pacifique et absence de recours effectif ( <i>Alekseyev, Bayev et autres, groupe Berkman</i> ). <b>Refus d'enregistrer des associations LGBTI</b> ( <i>Zdganov et autres</i> )	Lien	Lien
	<i>Bayev et autres</i> (groupe)	Lien	13/11/2017		Lien	
	<i>Berkman</i> (groupe)	Lien	01/03/2021		Lien	
	<i>Zhdanov et autres</i>	Lien	16/10/2019		Lien	
FÉDÉRATION DE RUSSIE	<i>Géorgie (I)</i>	Lien (satisfaction équitable)	03/07/2014 31/01/2019	<b>Diverses violations liées à l'arrestation, détention et expulsion collective</b> de la Fédération de Russie de ressortissants géorgiens en 2006-2007.	Lien	Lien
FÉDÉRATION DE RUSSIE	<i>Georgia (II)</i>	Lien	21/01/2021	<b>Diverses violations de la Convention dans le contexte du conflit armé</b> entre la Géorgie et la Fédération de Russie en août 2008.	Lien	Lien

COMITÉ DES MINISTRES – Surveillance de l'exécution des arrêts de la CEDH – Affaires examinées lors de la 1483<sup>e</sup> réunion (DH) – 5-7 décembre 2023

ÉTAT (Fiche pays)	AFFAIRE PRINCIPALE (Arrêt CEDH)	COMMUNIQUÉ DE PRESSE (Presse CEDH)	ARRÊT DÉFINITIF LE	PROBLÈMES SOULEVÉS	ÉTAT D'EXÉCUTION	DÉCISIONS ADOPTÉES
FÉDÉRATION DE RUSSIE	<i>Magnitskiy et autres</i> <i>Mazepa et autres</i> (groupe)	Lien Lien	27/11/2019 17/10/2018	<b>Affaires d'homicides très médiatisées</b> et défaut d'enquête effective.	Lien Lien	Lien
FÉDÉRATION DE RUSSIE	<i>Navalnyy et Ofitserov</i>	Lien	04/07/2016	<b>Condamnation pénale basée sur un procès inéquitable</b> et une application arbitraire du droit pénal.	Lien	Lien
SERBIE	<i>R. Kačapor et autres</i> (groupe)	Lien	07/07/2008	<b>Non-exécution des décisions judiciaires et administratives définitives</b> , y compris à l'encontre « d'entreprises appartenant à la collectivité ».	Lien	Lien
TÜRKIYE	<i>Selahattin Demirtaş (n° 2)</i> (groupe)	Lien	22/12/2020	<b>Détention injustifiée</b> du requérant en l'absence de raisons plausibles de le soupçonner d'avoir commis une infraction, poursuivant un but inavoué, à savoir celui d'étouffer le pluralisme et de limiter le libre jeu du débat politique, levée imprévisible de l'immunité parlementaire et procédure pénale qui s'en est suivie pour sanctionner le requérant en raison de ses discours politiques.	Lien	Lien
TÜRKIYE	<i>Kavala</i>	Lien	12/05/2020	<b>Détention injustifiée et prolongée du requérant sans soupçon raisonnable</b> et dans le but inavoué de le réduire au silence.	Lien	Lien
TÜRKIYE	<i>Opuz</i> (groupe)	Lien	09/09/2009	<b>Défaut de mesures de protection et de sanctions appropriées</b> , conférant l'impunité aux auteurs d'actes de violence domestique et de violence contre les femmes.	Lien	Lien
TÜRKIYE	<i>Ahmet Yildirim</i> (groupe)	Lien	18/03/2013	<b>Restrictions d'accès à internet et blocage en masse de sites internet.</b>	Lien	Lien
UKRAINE	<i>Polyakh et autres</i>	Lien	24/02/2020	<b>Révocation de fonctionnaires en vertu de la loi relative à l'épuration dans la fonction publique.</b>	Lien	Lien
UKRAINE	<i>Kaverzin</i> <i>Afanasyev</i> (groupe) <i>Belousov</i>	Lien Lien Lien	15/08/2012 05/07/2005 07/02/2014	<b>Mauvais traitements / torture par la police</b> et absence d'enquête effective.	Lien	Lien
UKRAINE	<i>Fedorchenko et Lozenko</i> (groupe)	Lien	20/12/2012	<b>Absence d'enquête effective sur des actes violents à l'encontre de personnes d'origine Roms</b> et défaut d'enquête sur d'éventuels motifs racistes.	Lien	Lien
ROYAUME-UNI	<i>Gaughran</i> (groupe)	Lien	13/06/2020	Atteinte disproportionnée au droit au respect de vie privée en raison de la conservation, sans limitation de durée et sans possibilité de réexamen de la situation, <b>du profil ADN, des empreintes digitales et de la photographie d'une personne reconnue coupable d'une infraction mineure.</b>	Lien	Lien